

## ***Nous ne pourrons nous faire entendre que par nos luttes***

**La nomination de Barnier comme Premier ministre scelle l'alliance entre Macron et le RN. Il sait qu'il a besoin des voix des députés RN pour éviter une motion de censure. Bardella a immédiatement proclamé que Barnier serait sous l'étroite surveillance de son parti. Cette dépendance volontaire ne date pas d'hier : la loi Darmanin a été adoptée avec les voix de l'extrême droite et Macron multiplie les clins d'œil idéologiques au RN. Barnier a tout pour plaire au RN : par le passé, il s'est opposé à la dépénalisation de l'homosexualité, au remboursement de l'avortement par la Sécu, au Pacs... Et maintenant il ne cesse de s'en prendre à l'immigration. Cerise sur le gâteau : le Medef a du mal à cacher sa joie depuis la nomination de ce fidèle serviteur du patronat, qui a négocié un Brexit sur mesure pour les milieux financiers et s'est prononcé pour la retraite à 65 ans !**

### **Un front républicain qui désarme nos luttes et renforce au final l'extrême droite**

Les dirigeants du Nouveau Front populaire ont entretenu l'illusion qu'on pouvait lutter contre la percée du RN en appelant au front républicain lors des dernières législatives, quitte à appeler à voter Borne ou Darmanin. Macron a volontiers accepté ces voix de gauche, qui ont permis de limiter ses pertes en députés. Mais qui pouvait imaginer que cela l'engagerait en quoi que ce soit ? À moins que les leçons des scrutins de 2017 et de 2022 aient été effacées, après la brutale répression des Gilets jaunes et le passage en force de la réforme des retraites...

La dissolution provoquée par Macron a ouvert une crise politique que les partis de gauche qui réclament aujourd'hui une cohabitation avec lui contribuent à maintenir sur le plan institutionnel et parlementaire, sans danger pour les intérêts des possédants. Ils dénoncent comme un « coup de force » le fait qu'une Assemblée aux deux tiers à droite ne donne pas son aval à un Premier ministre de gauche ! Seule l'extrême droite peut profiter de ce cirque.

### **Mettre notre colère au service d'un programme de lutte**

Suite à la nomination de Barnier, des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup de jeunes, ont manifesté dans de nombreuses villes de France, exprimant leur écœurement mais aussi leur colère. De quoi nous montrer la voie à suivre : pas question d'attendre les prochaines élections, ce n'est pas à

l'Assemblée, pas à Matignon, pas à l'Élysée, que nous obtiendrons quoi que ce soit, mais dans la rue, par des luttes. Il n'y aura pas de raccourci. Nous étions des millions à manifester et à faire grève contre la réforme des retraites. Des milliers de manifestants affirment sans relâche leur solidarité avec le peuple palestinien depuis bientôt un an. Des millions ont montré lors du deuxième tour des législatives qu'ils refusaient l'extrême droite et son racisme déchaîné. Nous sommes bien plus nombreux que ceux que nous combattons, patrons et gouvernants !

### **Ces objectifs ne pourront être atteints que par nos mobilisations**

Il nous faut un plan de bataille pour mettre « le pays à l'arrêt ». Il faut s'attaquer à la racine du problème : l'offensive patronale qui creuse les inégalités en baissant les salaires, en dégradant les conditions de travail, en multipliant les suppressions d'emplois, en détruisant les services publics utiles à la population. Seules les luttes des travailleurs et de la jeunesse peuvent y mettre un coup d'arrêt et inverser le rapport de force. Des luttes qui iraient jusqu'au bout, sans s'enfermer dans le prétendu dialogue social ou se limiter au calendrier parlementaire. C'est dans cela qu'il faut mettre toutes nos forces, tous ensemble, dès maintenant, contre un gouvernement de combat Barnier-Macron-Le Pen au service d'un patronat à l'offensive.

L'appel intersyndical et interprofessionnel à la grève le 1<sup>er</sup> octobre pourrait en être le premier round. Répondons-y massivement.

## **À quand l'évaluation des responsables ?**

Les évaluations ont été de mise au mois de juin et juillet. Avez-vous été un salarié exemplaire ? Êtes-vous expert dans votre domaine ?... Bref, le grand simulacre des évaluations. Mais quand on voit comment les hôpitaux ont été gérés ces vingt dernières années et le résultat aujourd'hui, pas de quoi pavoiser pour les directeurs, les ARS et les différents gouvernements de droite comme de gauche. Ils méritent tous le zéro pointé !

## **Panique à l'hôpital**

La semaine dernière, une canalisation s'est rompue, du coup, plus d'eau chaude dans deux bâtiments. Heureusement, la situation est vite revenue à la normale. Reste que la douche, ce n'est pas comme la bière, on la préfère chaude, même l'été !

## **La déportation ne fera pas taire les Kanak**

Cela fait deux mois et demi que l'État français retient dans des prisons de métropole sept leaders de la contestation en Nouvelle-Calédonie. Une incarcération à 17 000 kilomètres de leur famille, contraire au droit européen. La répression féroce du pouvoir et des milices coloniales a fait officiellement onze morts, des centaines de blessés et des sanctions pénales disproportionnées. La détermination des manifestants ne faiblit pas pour autant : le mouvement a obtenu que le projet de modification des élections soit mis de côté et les actions de blocage continuent.

## **État d'Israël assassin, Macron complice**

Un rapport du gouvernement révèle que la France a livré 30 millions d'euros d'armes à Israël en 2023. Le gouvernement refuse toujours de dire si certaines livraisons ont eu lieu après le début de la guerre à Gaza. Déjà en avril dernier, onze ONG avaient attaqué l'État en justice et réclamaient une suspension immédiate des licences d'exportation d'armement vers l'État hébreu, en raison du risque d'utilisation contre les civils à Gaza. Le gouvernement n'a rien répondu et continue d'armer Israël.

## **Odysée en ambulance à travers la Bretagne**

350 kilomètres dans l'ambulance des pompiers, c'est la distance parcourue par une patiente bretonne avant d'être enfin prise en charge à l'hôpital, au terme d'un périple de quatre heures et demie pendant lequel l'ambulance s'est vu refuser l'accès à trois hôpitaux faute de lit disponible ou d'urgences ouvertes !

L'ex-ministre Valletoux continue d'affirmer de son côté qu'il n'y a « pas eu de situation catastrophique » cet été. Tant qu'il y a de l'essence, on avance !

## **Iran : les infirmières défient le pouvoir**

Le mouvement de grève des infirmières, entamé depuis plus de six mois, a pris de l'ampleur ces dernières semaines, malgré l'arrestation de plusieurs grévistes. Elles exigent des créations de postes, la fin des heures supplémentaires obligatoires, l'indexation de leur salaire sur l'inflation et alertent sur la privatisation de la santé. À Ispahan, les secouristes se sont joints à elles. Espérons que d'autres secteurs suivent, en butte aussi à des salaires ou des pensions insuffisantes.

## **Gisèle Pélicot victime de la culture du viol**

Cette femme, victime pendant dix ans de 200 viols, voit défiler en ce moment 51 de ses agresseurs, recrutés par son mari sur Internet. Ce dernier affirme que lorsqu'il proposait à des inconnus de violer Gisèle « à son insu », d'après le nom du forum de discussion, sept sur dix acceptaient. L'un d'eux est allé jusqu'à expliquer au procès que ce n'était pas du viol puisque le mari était là et que celui-ci faisait bien ce qu'il voulait de sa femme. C'est l'oppression de la femme qui permet que de telles horreurs puissent surgir. À bas le patriarcat !

## **Plus haut, plus fort, l'hypocrisie**

Les Jeux paralympiques ont contribué à rendre visibles les personnes en situation de handicap, et laissé entrevoir quelques-uns des moyens techniques qui permettraient de rendre la vie bien plus aisée à des personnes même lourdement handicapées. Ils ont aussi surtout mis en lumière un contraste saisissant avec la réalité du quotidien : accessibilité des transports ou des lieux publics, accès au logement, à l'emploi (ou même au sport !), précarité et discriminations... loin de l'habituel parcours du combattant des personnes handicapées. Plus que de beaux discours sur l'inclusion, les millions de personnes concernées par le handicap ont surtout besoin d'une société qui y mettrait les moyens nécessaires.

## **Une idée lumineuse ?**

Saisi par l'association Droit au logement, le Conseil d'État a annulé un décret de 2023 qui voulait autoriser la location de logement avec une hauteur de plafond de 1 mètre 80 au lieu de 2 mètres 20. C'est le ministre du Logement qui souhaitait cet « assouplissement » pour mettre sur le marché des « biens atypiques ». Alors qu'au moins 3,8 millions de personnes vivent en situation de mal logement et que 3,1 millions de logement restent vides, le gouvernement ne manque pas « d'idées » sur le sujet... mais n'a pas la lumière à tous les étages.